

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 4
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 1
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0124

Relative à l'avis de l'assemblée départementale concernant le projet de décret sur l'allocation pour adultes handicapés à Mayotte

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI

Secrétaire de séance désigné(e) :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales;
- Vu** le code de l'action sociale et des familles;
- Vu** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 168-13 et L. 541-1 et suivants;
- Vu** la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de sécurité sociale pour 2020, notamment ses articles 68 et 75;
- Vu** l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte, notamment ses articles 10-1 et 13;
- Vu** le décret n° 2002-423 du 29 mars 2002 relatif aux prestations familiales à Mayotte;
- Vu** la délibération N°DL_AP2021_0197 Relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

- Vu** la délibération n°DL-AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux données départementales données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** le rapport n°2023 -001890 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte;
- Vu** l'avis de la commission solidarité, action sociale et santé en date du 05 juillet 2023 ;

Après en avoir délibéré, par

20 voix Pour

2 abstentions

Madame Hélène POLLOZEC ; Madame Mariam SAID KALAME par procuration

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'émettre un avis favorable au projet de décret relatif à l'allocation pour adultes handicapés à Mayotte ;
- Article 2 :** de donner pouvoir au président du conseil départemental pour prendre toutes les formalités et signer toutes les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- Article 3 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI





**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

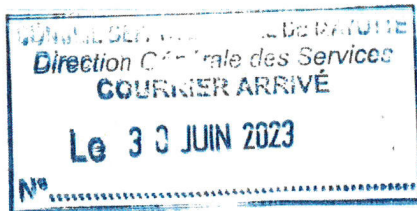
Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le

ID : 976-229850003-20230724-DL1207230124-DE



Le Secrétaire Général



BORDEREAU D'ENVOI

à

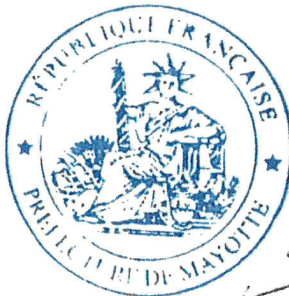
Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Date : le 30/06/2023

| OBJET | NOMBRE | OBSERVATION |
|--|--------|--|
| Projet de décret relatif à l'allocation pour adulte handicapé à Mayotte Procédure d'urgence | 2 | Transmis pour attribution (Cabinet et DGS) Je vous remercie de bien vouloir dater et signer le bordereau et le courrier et les remettre à l'huissier |



Le préfet de Mayotte
pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général adjoint

Cédric KARI-HERKNER

Préfecture de Mayotte - BP 676 - 97600 MAMOUDZOU

Tél. (standard) 0269 50 00 - www.mayotte.pref.gouv.fr

Accueil du public du lundi au jeudi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (le vendredi de 7h30 à 11h30)

Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 30 juin 2023

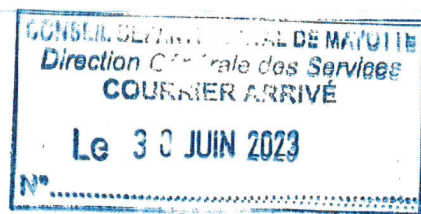
Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



Objet : Projet de décret relatif à l'allocation pour adulte handicapé à Mayotte.

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le Projet de décret relatif à l'allocation pour adulte handicapé à Mayotte.

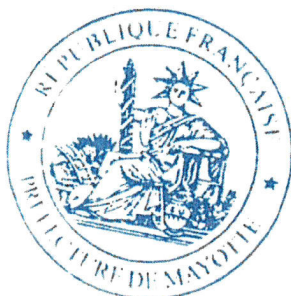
En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.



Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint


Cedric KARI-HERKNER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités,
de l'autonomie et des personnes
handicapées

Décret n° du

Relatif à l'allocation pour adulte handicapé à Mayotte

NOR :

***Publics concernés :** bénéficiaires de l'allocation pour adulte handicapé (AAH) à Mayotte*

***Objet :** calcul de l'allocation pour adulte handicapé (AAH) pour les bénéficiaires en couple à Mayotte et suppression de la condition de résidence applicable aux français à Mayotte pour le bénéfice de l'AAH.*

***Entrée en vigueur :** le décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2023*

***Notice explicative :** le décret est pris pour l'application de l'article 209 de la loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, qui modifie les articles 35 et 36 de l'ordonnance n°2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte. Il supprime la référence à une condition de résidence d'un an et détermine les modalités de la déconjugalisation de l'allocation pour adulte handicapé (AAH) à Mayotte. Il supprime la prise en compte des revenus du conjoint pour le calcul de la prestation, ainsi que les abattements et neutralisations applicables sur les revenus du conjoint, notamment en cas de cessation d'activité de ce-dernier. Il supprime également le plafond de ressources applicable aux bénéficiaires en couple. Les bénéficiaires avec un droit ouvert au titre du mois de septembre 2023 relèveront d'un calcul déconjugalisé de la prestation sauf si cela leur est défavorable, auquel cas ils conservent un calcul conjugalisé de la prestation tant que ce dernier leur est plus favorable. L'AAH des bénéficiaires dont le droit s'ouvre à compter du 1er octobre 2023 est déconjugalisée. La déconjugalisation est définitive.*

***Références :** le décret, ainsi que les dispositions du code de la sécurité sociale qu'il modifie, peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>)*

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées,

Vu l'ordonnance n°2002-411 du 27 mars 2002 modifiée relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte, notamment ses articles 35 et 36 ;

Vu la loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, notamment son article 209 ;

Vu le décret n° 2003-576 du 27 juin 2003 modifié portant application des dispositions du chapitre II du titre VI (allocation pour adulte handicapé) de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du X XX 2023 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du XX XX 2023,

Décète :

Article 1^{er}

Le décret du 27 juin 2003 susvisé est ainsi modifié :

1° Au 1^{er} et au 2° du I. de l'article 1^{er}, les mots : « depuis au moins un an » sont supprimés.

2° L'article 9 est abrogé et l'article 10 devient l'article 9. Dans cet article, à l'avant-dernier alinéa, les mots : « ou de son conjoint ou concubin » sont supprimés, et le dernier alinéa est supprimé.

3° L'article 11 est abrogé et les articles 12 à 22 deviennent les articles 10 à 20.

4° Au premier alinéa de l'article 12 qui devient l'article 10, les mots : « ou son conjoint ou son concubin » sont supprimés.

5° Au premier, troisième et quatrième alinéa de l'article 13 qui devient l'article 11, les mots : « ou son conjoint ou son concubin » sont supprimés.

6° A l'article 14 qui devient l'article 12, la première phrase du deuxième alinéa est supprimée.

Article 2

Les dispositions du 2° du I, du II et du III de l'article 209 de la loi du 30 décembre 2022 susvisée entrent en vigueur le 1er octobre 2023.

A partir de cette date, les bénéficiaires de l'allocation pour adulte handicapé continuent à percevoir cette allocation selon les modalités résultant de l'ensemble des dispositions en vigueur au 30 septembre 2023 si le montant d'allocation à percevoir au titre des droits du mois d'octobre 2023, tel qu'il résulte de l'ensemble des dispositions applicables au 30 septembre 2023, est plus élevé que le montant d'allocation à percevoir au titre des droits du mois d'octobre 2023, calculé en application des dispositions réglementaires prises pour l'application

2° du I, du II et du III de l'article 209 de la loi du 30 décembre 2022 susvisée.

Ces personnes continuent ensuite à bénéficier de l'allocation pour adulte handicapé selon les modalités résultant de l'ensemble des dispositions en vigueur au 30 septembre 2023, y compris en cas de renouvellement de leurs droits, tant que le montant de l'allocation calculé selon ces modalités est plus élevé que le montant calculé au titre de la même période en application des dispositions en vigueur à la date à laquelle leurs droits sont calculés.

Cette règle cesse toutefois, définitivement, de leur être applicable dès que le montant calculé suivant les dispositions en vigueur à la date à laquelle leurs droits sont calculés est supérieur ou égal à celui calculé selon les modalités résultant de l'ensemble des dispositions en vigueur au 30 septembre 2023.

Article 3

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics, le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer et la ministre déléguée auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée des personnes handicapées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

Le ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer

Gérald DARMANIN

Le ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées

Jean-Christophe COMBE

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
chargé des comptes publics,

Gabriel ATTAL

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur
et des outre-mer, chargé des outre-mer

Jean-François CARENCO

La ministre déléguée auprès du ministre des solidarités,
de l'autonomie et des personnes handicapées,
chargée des personnes handicapées

Geneviève DARRIEUSSECQ